

AGROÉCOLOGIE

Au Sénégal, une véritable révolution pour un système alimentaire durable est-elle en gestation, à bas-bruit ? ... Car « *Un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse* », enseigne le vieil adage.

TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE EN AFRIQUE

Le Sénégal s'agroécologise-t-il ?

≡ Un article de Thiebeu Ndiaye. Illustrations de Noémie Marsily ≡

DANS CET ARTICLE :

- > Absa Mbodji, membre du secrétariat de la DyTAES.
- > Khady Thiané Ndoye, chargée de programme accès durable à une alimentation saine à la Cicodev.
- > Gaston Diatta, chef de projet chez Caritas, représentant de la DyTAEL.
- > Bacary Diatta, maire de Bignona (Basse-Casamance).

D'aucuns craignent que ce soit du *greenwashing*, que l'État sénégalais fasse semblant tout en promouvant des politiques contraires. Mais une transition agroécologique est bien en marche, dans le cadre d'une approche multi-acteurs (producteurs, secteur privé, État, recherche, société civile, consommateurs), à travers une initiative dénommée : Dynamique pour une transition agroécologique au Sénégal (DyTAES). L'initiative est la résultante d'un constat affligeant des contraintes auxquelles fait face l'agriculture sénégalaise. Conséquences directes et indirectes des changements climatiques, dégradation des terres, raréfaction des ressources hydrauliques (irrégularité des pluies au

Sénégal), perte de biodiversité, entre autres, sont les défis auxquels les agriculteurs sénégalais sont confrontés. Face aux changements climatiques et aux effets nocifs de l'agriculture intensive sur la santé, l'urgence d'accélérer la transition agroécologique s'impose comme l'alternative.

Ainsi, l'État et les acteurs de la société civile ont pris conscience de la nécessité de produire différemment pour satisfaire les besoins alimentaires et économiques tout en restaurant et préservant l'environnement. Un changement de paradigme qui a commencé à porter ses fruits à petite échelle au Sénégal grâce à la DyTAES et ses équivalents locaux : les Dynamiques pour une transition agroécologique locale (DyTAEL). Cette initiative est née en 2019 dans un contexte d'irrégularité des pluies, de dégradation des ressources naturelles et d'insécurité alimentaire préoccupante qui menacent, selon des rapports, plus de 4 millions de personnes. Le pays importe près de 70% de ses besoins alimentaires, d'après des études du Département de l'agriculture des États-Unis (Usda) publiées en 2020. En 2022, 1070 milliards de francs CFA (soit 1,63 milliard d'euros) ont été dépensés pour l'importation de produits alimentaires (riz, blé, lait, huile, etc.).



Le Sénégal étant confronté au double défi de garantir la souveraineté alimentaire de sa population en forte croissance (3% annuel) et de promouvoir des formes d'agriculture durables et respectueuses de l'environnement, la solution reconnue à ce problème est l'agroécologie, notamment depuis la publication de la recommandation politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Selon ce document stratégique, « les systèmes de production agroécologiques des exploitations agricoles familiales sont en mesure de permettre, de garantir et de rétablir la souveraineté alimentaire locale, les services écosystémiques et la biodiversité ». Un combat porté par la DyTAES.

L'objectif principal est que le Sénégal atteigne sa souveraineté alimentaire par l'agroécologie.



La genèse de la DyTAES

Grâce à l'engagement de la société civile à travers la DyTAES, des succès ont été enregistrés ces dernières années, comme l'affectation de 10% du budget des subventions aux engrais organiques par l'État sénégalais pour la campagne agricole 2022/2023. Ces subventions couvrent entre 80 et 90 % du coût total selon le type d'engrais. Mais de nombreux verrous doivent encore sauter pour une meilleure mise à l'échelle des systèmes de production agroécologiques et pour opérer les changements profonds dans l'organisation des filières et des territoires.

Absa Mbodji est membre du secrétariat de la DyTAES. La jeune femme nous reçoit au siège d'Enda Tiers-Monde, à quelques pas de la mythique Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Son rôle dans le développement de la DyTAES est central.

« La DyTAES est née en mai 2019, au terme d'un processus assez long », confie-t-elle, avant de nous embarquer dans une rétros-

pective. D'autres initiatives qui promeuvent la transition agro-écologique n'ont pas eu le même succès. La DyTAES a été bâtie en mettant à profit les petits succès de ses devancières tout en tirant des leçons de leurs échecs.

Les ancêtres de la DyTAES et leurs obstacles

Au départ, il y a eu la Plateforme agriculture écologique et biologique (AEB), adossée à un projet du même nom à l'échelle de l'Union africaine. « Mais les acteurs qui n'étaient pas dans le bio et qui pratiquaient pourtant une activité saine ne s'y trouvaient pas », explique Mme Mbodji.

« En 2016, une Task-force sur l'agroécologie (Tafae) soutenue par l'Union européenne fut mise en place. Elle travaillait sur des activités de terrain, des visites d'échanges entre acteurs de l'agroécologie afin de capitaliser ce qui était en train de se faire, de créer une cartographie des acteurs. Mais, étant donné sa nature de plateforme portée par des organisations internationales, liée à un projet qui avait déjà ses lignes directrices, il existait un souci d'appropriation. On était confrontés à un problème de légitimité pour porter un plaidoyer au niveau national », explique Absa.

Il n'empêche que ces initiatives ont existé et apporté des bases d'une première réflexion.

C'est en 2018 que la mayonnaise finit par prendre. L'ONG sénégalaise Enda Pronat a produit une étude de faisabilité sur le partenariat multi-acteurs en agroécologie en constatant tout ce qui a pu freiner les initiatives¹.

L'idée était de faire une radioscopie dans l'optique de mettre en place un partenariat pluraliste sur cette question de transition agroécologique à l'échelle nationale. À la restitution de cette étude, tous les acteurs de l'agroécologie étaient présents de même que les institutions comme la FAO, les ministères et les élus.

« C'est à partir de cette restitution que les partenaires potentiels ont commencé à vraiment poser les bases de la DyTAES en reconnaissant chacun la limite de sa plate-

¹ Enda Pronat. (2019), Etude de faisabilité : partenariat multi-acteurs pour la transition agroécologique.



forme. Chacun exprimant la nécessité d'avoir une approche holistique », se souvient-elle. « Il fallait aller vers une plateforme avec une approche innovante et fédératrice où se trouveraient des élus, des privés, des représentants de l'État, les organisations paysannes, les ONG. C'est ainsi que la DyTAES a obtenu un écho favorable auprès de l'État du Sénégal, qui a décidé en 2018 de faire de l'agroécologie le 4e axe prioritaire du Plan Sénégal émergent, le PSE vert ».

À Bignona, en Casamance,
le maire estime
que « l'agroécologie
est une réalité ».



Objectif /vision

L'objectif principal de la DyTAES est de faire en sorte que le Sénégal atteigne sa souveraineté alimentaire par l'agroécologie. La vision est calée sur l'agenda 2063 de l'Union africaine. Ses différentes missions, à l'image de la politique générale de développement du Sénégal, sont projetées à l'horizon 2035. Dès le départ, le secrétariat de la DyTAES a encouragé la complémentarité entre les différents acteurs de terrain afin de pouvoir produire des preuves scientifiques qui attestent de la pertinence de l'agroécologie.

Afin d'avoir des échanges réguliers avec le gouvernement, d'instaurer un dialogue national et d'éviter de prêcher dans un désert, le secrétariat de la DyTAES veut proposer des exemples concrets. « C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les DyTAEL ont très tôt existé au niveau local », explique Absa Mbodji.

« Après la création de la DyTAES, il est devenu évident qu'il fallait des résultats de terrain. L'une des missions des DyTAEL est de fédérer les différentes initiatives d'agroéco-

logie au niveau local : que les acteurs puissent connaître, travailler ensemble et produire des évidences concrètes. À l'échelle d'une commune ou d'un département, lorsqu'on veut faire un plaidoyer, il est insuffisant de venir dire à l'autorité qu'il faut choisir l'agroécologie parce que selon telle théorie on l'a dit. Au niveau de la DyTAEL on a voulu faire autrement en présentant des données concrètes ».

« Le but, embraye sa consœur Khady Thiané Ndoye, chargée de programme accès durable à une alimentation saine à l'association Cicodev Afrique², c'est de pouvoir documenter la pertinence d'aller vers l'agroécologie. Mais surtout, de renforcer les initiatives d'agroécologie à la base avec des projets de recherche-action. Une approche de co-construction qui met en avant la synergie des actions sur le terrain. Nous avons plus basé notre action sur la co-construction. Ce n'est pas un scientifique qui va venir négliger tout le savoir local. On mise sur ce type d'action de terrain sans compter les actions de sensibilisation, d'appui infrastructurel (forages, puits, accompagnement sur les semences) ».

Impacts des DyTAEL

Plus de 5 ans après leur lancement, 9 DyTAEL ont vu le jour avec des niveaux de maturation différents mais à chaque fois un impact réel sur le quotidien des différents acteurs locaux. Elles ont toutes été créées par les acteurs locaux avec l'accompagnement des membres de la DyTAES et impliquent des ONG, des entreprises, des écoles de formation, des organisations paysannes, des élus, des services techniques, des institutions de recherches, des associations de consommateurs, etc. Chaque DyTAEL définit sa trajectoire en tenant compte de la vision générale de la DyTAES.

Ainsi, déclinant la vision et les réalisations de la DyTAEL de Tambacounda lors des journées de l'agroécologie en février 2023, Gaston Diatta, chef de projet chez Caritas, confie : « les acteurs engagés dans l'agroécologie étaient dispersés avant la mise en place de la DyTAEL en 2021. Cette dynamique a permis de créer des synergies et un partage d'expériences. Elle fonctionne certes avec

² L'Institut panafricain de recherche, de formation et d'action pour la Citoyenneté, la Consommation et le Développement en Afrique, basé à Dakar.





© Noémie Marsily

des moyens limités mais s'inscrit tout de même dans la durabilité ». À Tambacounda, ses membres qui tournaient autour d'une trentaine fin 2022, sont presque sur le point de doubler. Il en est de même avec les DyTAEL de Bignona, de Podor, de Fatick, de Thiès, du Sine-Saloum.

À Bignona en Casamance, Bacary Diatta, le maire, estime que « l'agroécologie est une réalité ». Tous les maires de cette région ont pris l'engagement d'intégrer la DyTAEL et de prouver que leur département est un grenier de production agroécologique.

À Koussanar, par exemple, le projet recherche-action mise en route par la DyTAEL est en train de faire des émules. En effet, dans une approche multi-acteurs, Enda Pronat, l'Institut sénégalais de Recherche agricole (Isra) et les fédérations de producteurs de base, ont travaillé en synergie sur 18 parcelles d'essai la première année. « La deuxième année, confie Absa Mbodji, on était à plus de 65 parcelles au niveau des villages ».

« On se rend compte que la première année, les acteurs ont été accompagnés. La deuxième année, le modèle a été reproduit

sans que la recherche et les ONG n'interviennent. Parce que les producteurs se sont rendu compte de l'efficacité dans le travail et ont pu gagner en expérience pour pouvoir eux-mêmes gérer leur production. »

Labellisation des produits locaux et sensibilisation orientées vers les consommateurs

Si une grande frange de producteurs est déjà convaincue de la pertinence d'aller vers une agriculture écologique grâce au plaidoyer de la DyTAEL, le consommateur, à qui les produits sont destinés, l'est moins. Au marché ou dans les grandes surfaces, les consommateurs sénégalais ne font pas la distinction entre les produits de l'agroécologie et ceux issus de l'agriculture conventionnelle. D'où l'importance, d'après M^{me} Mbodji, d'orienter le plaidoyer vers les consommateurs.

« On sensibilise les consommateurs à l'occasion des journées de l'agroécologie qui sont ouvertes au public à travers des cara-



vanes. Mais cela reste ponctuel et occasionnel. On n'a pas d'interactions directes avec les consommateurs, hormis ces événements. Il faudrait créer des opportunités de commercialisation au niveau des DyTAEL et de la DyTAES, entre les producteurs et les commerçants, pour réduire la longueur de la chaîne. Cela permettrait au consommateur d'avoir un produit à coût réduit et cela pourrait le pousser à mieux acheter », estime-t-elle.

Le Sénégal a été choisi par la FAO comme modèle agroécologique.



Dans ce sillage, des initiatives de labellisation des produits locaux commencent à voir le jour avec notamment le système participatif de garantie (SPG). Dans toute la zone des Niayes, le réseau Racines qui s'active dans la labellisation des produits, participe à optimiser l'accessibilité, la quantité et la qualité des produits agroécologiques. Ceci, pour déconstruire ce préjugé selon lequel les produits agroécologiques sont forcément plus chers. Ainsi, en mettant ces produits à la disposition du consommateur sur le marché, privilégiant le circuit court, ce réseau d'acteurs participe à rendre les prix accessibles.

Les associations de consommateurs et de plaidoyer membres de la DyTAES tel que Cicodev Afrique veillent, de leur côté, à ce que les conditions permettant aux consommateurs d'accéder géographiquement et financièrement aux produits issus de l'agroécologie puissent être favorables au sein des territoires. Selon Khady Thiané Ndoye, « l'information, l'éducation, la sensibilisation ainsi que la promotion des produits agroécologiques sont des leviers clés à actionner pour une appropriation et une consommation des produits auprès des citoyens-consommateurs, le tout, soutenu par des politiques publiques favorables. »

Rétropédalage de l'État

Si sur le terrain les acteurs ONG et société civile sont en train de jouer parfaitement leur partition, l'action de l'État laisse planer le doute quant à sa réelle volonté politique d'accompagner cette dynamique agroécologique. Les membres de la DyTAES pensaient avoir touché le jackpot, en parvenant, lors des journées de l'agroécologie de 2020, à pousser l'État du Sénégal à subventionner les intrants organiques à hauteur de 10% du budget global. Mais grande fut leur déception de voir l'Assemblée nationale du Sénégal adopter en catimini une loi sur les organismes génétiquement modifiés (OGM).

Un rétropédalage qui a l'effet d'une douche froide. « Je constate qu'il y a beaucoup de contradictions que cela soit sur la loi sur les OGM ou sur le pourcentage de budgets qui est alloué à l'agriculture conventionnelle. Pour la campagne de l'année dernière dans l'agriculture conventionnelle, le budget était estimé à 100 milliards de francs CFA (plus de 150 millions d'euros). Il faut aussi noter que l'agriculture sénégalaise est entièrement financée par l'Agence française de développement (AFD) et orientée vers la vallée avec la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal (Saed). Donc, il faut aussi tenir compte de ce manque d'équilibre territorial dans l'accompagnement de l'agriculture. Par ailleurs le contrôle des pesticides est assez léger », déplore Absa Mbodji.

Mais en dépit de toutes ces contradictions, le Sénégal a été choisi par la FAO comme modèle agroécologique, grâce entre autres au dynamisme de la société civile. L'État, de son côté, continue de mettre en vitrine ce branding écologique pour « attirer des fonds », tout en promouvant des politiques contraires à l'agroécologie. Autant d'obstacles qui font du Sénégal un géant aux pieds d'argile en matière de transition agroécologique. Acteurs et sociétés civiles attendent des nouvelles autorités étatiques de donner plus de consistance à cette image, en abrogeant la loi sur les OGM et en accordant davantage de moyens financiers à la transition agroécologique. ☐

> Article finalisé le 16 avril 2024

Rédaction : Thiebeu Ndiaye,
journaliste sénégalais

